

Le calvaire des domestiques malgaches au Liban

L'Express (France) - AFP - 08/02/11

ANTANANARIVO - Sur une première photo, une lycéenne de 19 ans, le regard sage et sérieux. Sur une deuxième photo, le même visage, méconnaissable, couvert d'hématomes et de brûlures. Saya, une jeune Malgache, est morte en juin 2009 au Liban où elle était partie travailler comme domestique. "On nous a dit que c'était un suicide, qu'elle était tombée du sixième étage de l'immeuble. On ne peut pas croire à cette version", raconte Elisa, la tante de Saya, un cliché dans chaque main.

En un an, 17 corps de femmes malgaches ont été rapatriés du Liban, selon le Syndicat des travailleurs diplômés en travail social (SPDTS), ONG qui assiste à Antananarivo les victimes et leurs familles.

Toutes avaient signé un contrat de trois ans pour travailler comme employée de maison pour 150 dollars par mois. L'Etat malgache recense plus de 6.000 travailleuses expatriées au pays du Cèdre.

Elisa glisse les photos de Saya dans une pochette. Aujourd'hui, il y a plus urgent: sa soeur cadette est encore au Liban et se plaint d'être maltraitée par ses patrons.

La jeune femme est donc venue chercher de l'aide auprès du SPDTS. C'est là, dans une villa située en périphérie de la capitale malgache, que chaque semaine, des dizaines de femmes racontent leur calvaire libanais.

"Les filles qui arrivent nous signalent différentes formes d'exploitation: les durées de travail ne sont pas respectées, elles ne perçoivent pas leurs salaires et certaines sont obligées de se prostituer", explique Norotiana Jeannoda, présidente du SPDTS.

En 2010, l'ONG a compté plus de 500 travailleuses rentrées à Madagascar avant la fin de leur contrat.

"Certaines filles arrivent et ne savent même plus qui elles sont ni où elles habitent. Elles sont choquées ou droguées. On les emmène alors à l'hôpital psychiatrique", ajoute Mme Jeannoda.

Officiellement, les autorités malgaches ne délivrent plus d'autorisation de travail pour le Liban depuis novembre 2009. Mais selon les travailleurs sociaux, des jeunes femmes malgaches continuent de partir, recrutées par des agences agissant illégalement avec la complicité de fonctionnaires corrompus, et transitent par d'autres destinations comme l'île Maurice ou les Seychelles

"Il existe un réseau, il faut le casser, mais c'est difficile", confie Jaona Andriamboahangy Ramadasoa, directeur général de la protection sociale, de la famille et de l'enfance au ministère de la Population.

Fin janvier, le gouvernement a annoncé qu'un avion serait prochainement affrété pour rapatrier les travailleuses qui le souhaitent.

"On a l'intention de faire revenir environ 78 femmes du Liban. Nous avons reçu plus de 1.000 demandes de la part des familles. Mais toutes ces filles ne veulent pas forcément rentrer, il faudra faire un tri", explique M. Ramadasoa.

Depuis cette annonce, les familles affluent au SPDTS pour déposer des demandes de rapatriement. Dans la cour, une trentaine de personnes attendent la réunion d'information quotidienne.

Patricia, 33 ans, est rentrée du Liban en décembre. Après plusieurs fugues, son patron l'a laissée partir. Elle espère maintenant faire rapatrier une amie rencontrée là-bas.

"Elle est maltraitée et cherche des moyens de rentrer. Elle s'est déjà enfuie mais le fils de son patron est policier", raconte-t-elle, dénonçant le système judiciaire libanais qui, selon elle, ne protège pas les employées malgaches.

Le gouvernement compte aussi revoir la liste des recruteurs agréés. "On va voir quelles agences ont failli à leurs devoirs", assure Marguerite Aurette Razanazafy, haut-fonctionnaire au sein du ministère de la Fonction publique et du travail.

Les agences de placement, souvent pointées du doigt, affirment se réjouir de cette initiative. "Nous ne sommes pas irréprochables. Il faut donc remettre les choses à plat", admet Joëlle Ravelonjatovo, du Syndicat des bureaux de placement à Madagascar.

Par AFP

Source : http://www.lexpress.fr/actualites/1/styles/le-calvaire-des-domestiques-malgaches-au-liban_960238.html